

### 4.3 Protection sociale

En 2021, deuxième année de l'épidémie de Covid-19, le système de **protection sociale** continue de jouer un rôle stabilisateur et de contenir les effets de la crise sanitaire sur les ménages. Les prestations versées augmentent de 2,6 %, après une hausse exceptionnelle de 6,9 % en 2020 ► **figure 1**.

Le début d'année 2021 est encore très marqué par la crise sanitaire mais l'assouplissement progressif des restrictions sanitaires permet un fort rebond économique au second semestre. Les dépenses de santé augmentent fortement (+10,3 %), du fait du déploiement de la vaccination, de l'intensification des campagnes de dépistage du Covid-19, mais aussi de la reprise des soins médicaux en ville. Par ailleurs, la montée en charge du **dispositif « 100 % santé »** soutient la demande en biens médicaux et les prestations hospitalières et médico-sociales progressent en raison des hausses des rémunérations accordées dans le cadre du Ségur de la santé (notamment à l'hôpital public et dans les Ehpad).

Les dépenses de santé prennent ainsi le relais des mesures de protection de l'emploi comme premier contributeur de la croissance des dépenses de protection sociale. En effet, le chômage partiel se replie à un niveau très inférieur à celui de 2020. En 2021, le nombre de bénéficiaires n'a jamais dépassé les 3 millions par mois, contre plus de 7 millions de mars à mai 2020. Les prestations liées à l'emploi baissent fortement en 2021 (-19,0 %), mais restent bien plus élevées qu'avant la crise sanitaire (60,3 milliards d'euros en 2021, contre 46,2 milliards d'euros en 2019).

La reprise économique mondiale engendre une montée de l'inflation dès la fin de l'été 2021. Elle conduit à la mise en place de nouveaux dispositifs exceptionnels à destination des ménages modestes. Une indemnité inflation d'un montant total de 100 euros est versée aux personnes ayant un revenu inférieur à 2 000 euros nets, soit environ 38 millions de bénéficiaires. Un chèque énergie exceptionnel de 100 euros est également versé aux 5,9 millions

de ménages déjà bénéficiaires de cette prestation ► **figure 2**. Au total, les prestations versées au titre de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale augmentent de 6,6 % en 2021.

La fin des mesures exceptionnelles à destination des familles mises en place durant la crise (chômage partiel pour la garde d'enfant, majoration de l'allocation de rentrée scolaire) entraînent la diminution des prestations familiales (-2,1 %). Cette baisse est cependant limitée par le décalage de la prime de naissance et l'allongement du congé paternité qui contribuent à la hausse des prestations liées à la maternité.

Enfin, après avoir été reportée du fait de la survenue de la crise sanitaire en 2020, la réforme des allocations logement est intervenue début 2021 : leur calcul ne dépend plus de revenus décalés de 2 ans mais des revenus actuels. Elle entraîne un des plus importants reculs des prestations logement (-5,7 %) depuis 1959. Moins sensibles aux effets conjoncturels, les pensions (de retraite pour l'essentiel) continuent de progresser en 2021 (+1,9 %), à un rythme légèrement inférieur à celui de la tendance mesurée entre 2010 et 2020 (+2,4 % en moyenne par an). En 2021, la chute des autres dépenses (-17,2 %) conduit à un ralentissement marqué de l'ensemble des dépenses de protection sociale (+1,2 %, contre +7,7 % en 2020).

Les ressources de la protection sociale rebondissent en 2021 (+5,2 %) sous l'effet du redémarrage de l'activité économique ► **figure 3**. Cette hausse résulte d'une forte augmentation des cotisations sociales, de la CSG et de la TVA, provoquée par le rebond des salaires et de la consommation. En conséquence, le déficit de la protection sociale se réduit pour s'établir à 17 milliards d'euros (Md€) en 2021, après avoir atteint un record de 50 Md€ en 2020. Néanmoins, il ne reflète qu'en partie l'ampleur du choc absorbé par les administrations publiques (financement des dispositifs exceptionnels comme le chômage partiel ou l'indemnité inflation), dont le déficit total atteint 162 Md€ en 2021, soit 6,5 % du PIB. ●

#### ► Définition

**Protection sociale, dispositif « 100 % santé » :**  
voir Glossaire.

#### ► Pour en savoir plus

« La protection sociale en France et en Europe en 2021 - Résultats des comptes de la protection sociale », coll. « Panoramas de la Drees - Social », édition 2022.

## ► 1. Dépenses de protection sociale, hors transferts

Domaine de prestation sociale	Montants (en milliards d'euros courants)				Évolution 2021/2020 (en %)	Répartition des prestations en 2021 (en %)	Contribution à l'évolution des prestations en 2021 (en points)
	2018	2019	2020	2021			
Vieillesse - survie	339,6	346,6	353,5	360,1	1,9	43,1	0,8
Santé	260,5	266,9	279,0	307,8	10,3	36,9	3,5
Maladie	212,7	217,7	228,6	256,7	12,3	30,7	3,5
Invalidité et accidents du travail	47,9	49,2	50,4	51,1	1,3	6,1	0,1
Famille	55,3	55,6	57,3	56,1	-2,1	6,7	-0,2
Emploi	44,7	46,2	74,4	60,3	-19,0	7,2	-1,7
Pauvreté - exclusion sociale	24,2	28,7	32,5	34,7	6,6	4,2	0,3
Logement	17,2	16,9	16,8	15,8	-5,7	1,9	-0,1
<b>Ensemble des prestations</b>	<b>741,4</b>	<b>760,9</b>	<b>813,7</b>	<b>834,8</b>	<b>2,6</b>	<b>100,0</b>	<b>2,6</b>
Autres dépenses <sup>1</sup>	54,1	53,3	62,8	52,0	-17,2	-	-
<b>Ensemble des dépenses</b>	<b>795,5</b>	<b>814,1</b>	<b>876,5</b>	<b>886,8</b>	<b>1,2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

**1** Frais financiers et non financiers, frais divers, emplois du compte de capital.

**Note :** Les données pour l'année 2021 sont semi-définitives.

**Lecture :** En 2021, les prestations sociales liées au risque vieillesse-survie s'élèvent à 360,1 milliards d'euros, en hausse de 1,9 % par rapport à 2020.

**Source :** Drees, comptes de la protection sociale.

## ► 2. Montant et nombre de bénéficiaires des principales prestations sociales

Type de prestation sociale	Montants en 2021 <sup>1</sup>	Bénéficiaires au 31 décembre (en milliers)				Évolution du nombre de bénéficiaires (en %)	
		2018	2019	2020	2021	2020	2021
Retraite de droit direct	300,9	16 496	16 712	16 907	16 997	1,2	0,5
Chômage indemnisé <sup>2</sup>	48,3	3 113	3 067	3 262	3 081	6,3	-5,5
Aides au logement <sup>3</sup>	15,7	6 360	6 270	6 304	6 008	0,5	-4,7
Allocations familiales (AF)	12,6	5 108	5 101	5 091	5 059	-0,2	-0,6
Revenu de solidarité active (RSA)	12,1	1 894	1 903	2 012	1 939	5,7	-3,6
Allocation aux adultes handicapés (AAH)	11,2	1 172	1 192	1 224	1 217	2,7	-0,5
Prime d'activité	9,9	3 044	4 348	4 421	4 466	1,7	1,0
Allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) et allocation supplémentaire vieillesse (ASV) <sup>4</sup>	3,6	568	601	635	656	5,6	3,4
Prestation d'accueil du jeune enfant (Paje)	3,0	2 145	2 087	2 008	1 974	-3,8	-1,7
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	2,0	3 154	3 135	3 132	3 119	-0,1	-0,4
Chèque énergie	1,1	3 603	5 737	5 537	5 887	-3,5	6,3

**1** En milliards d'euros courants.

**2** Effectifs CVS-CJO en fin de mois, en moyenne annuelle. Hors formation et contrat de sécurisation professionnelle.

**3** Aide personnalisée au logement (APL), allocation de logement sociale (ALS) et allocation de logement familiale (ALF).

**4** En 2007, l'Aspa s'est substituée pour les nouveaux bénéficiaires aux anciennes allocations du minimum vieillesse, notamment à l'ASV.

**Note :** Effectifs en nombre de foyers sauf pour les retraités de droit direct et les bénéficiaires de l'AAH (en nombre d'individus).

**Lecture :** Au 31 décembre 2021, 16 997 000 personnes bénéficient d'une retraite de droit direct, soit une hausse de 0,5 % sur un an. Le montant des retraites de droit direct s'élève à 300,9 milliards d'euros sur l'année.

**Sources :** Cnaf ; Drees ; Pôle emploi ; Dares.

## ► 3. Ressources hors transferts des comptes de la protection sociale

Ressources de la protection sociale	Montants (en milliards d'euros courants)				Évolution 2021/2020 (en %)	Répartition en 2021 (en %)	Contribution à l'évolution en 2021 (en points)
	2018	2019	2020	2021			
<b>Cotisations sociales</b>	<b>469,8</b>	<b>453,3</b>	<b>437,1</b>	<b>465,4</b>	<b>6,5</b>	<b>53,5</b>	<b>3,4</b>
Effectives	412,1	395,0	378,7	405,9	7,2	46,7	3,3
Imputées <sup>1</sup>	57,8	58,4	58,4	59,5	1,9	6,8	0,1
<b>Impôts et taxes affectés, dont :</b>	<b>210,6</b>	<b>243,3</b>	<b>244,8</b>	<b>261,8</b>	<b>6,9</b>	<b>30,1</b>	<b>2,1</b>
contribution sociale généralisée	125,3	126,5	123,6	129,3	4,6	14,9	0,7
taxe sur la valeur ajoutée	9,1	46,1	45,3	54,1	19,4	6,2	1,1
<b>Contributions publiques<sup>2</sup></b>	<b>99,5</b>	<b>105,8</b>	<b>127,3</b>	<b>121,7</b>	<b>-4,4</b>	<b>14,0</b>	<b>-0,7</b>
<b>Autres ressources</b>	<b>25,7</b>	<b>25,4</b>	<b>17,6</b>	<b>20,9</b>	<b>18,8</b>	<b>2,4</b>	<b>0,4</b>
<b>Ensemble des ressources</b>	<b>805,6</b>	<b>827,8</b>	<b>826,8</b>	<b>869,8</b>	<b>5,2</b>	<b>100,0</b>	<b>5,2</b>

**1** Prestations sociales fournies directement par les employeurs à leurs salariés, anciens salariés et autres ayants droit qui ne sont pas financées entièrement par des cotisations sociales effectives à la charge des salariés (par exemple les pensions versées aux anciens fonctionnaires).

**2** Versements de l'État et des collectivités locales aux régimes de la protection sociale ; elles sont prélevées sur l'ensemble des recettes fiscales et ne constituent donc pas une recette affectée.

**Note :** Les données pour l'année 2021 sont semi-définitives.

**Lecture :** En 2021, les cotisations sociales (effectives et imputées) s'élèvent à 465,4 milliards d'euros, soit 54 % de l'ensemble des ressources.

**Source :** Drees, comptes de la protection sociale.